

eco

EDITION FRANCOPHONE



EDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les ONG depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP18 / MOP8 à Doha. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org ou consulter le site www.rac-f.org et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

Où se cache l'argent ?

Les 30 milliards de dollars qui ne font pas 30 milliards de dollars.

Les négociateurs s'en doutent sûrement, ECO s'est penché sur les chiffres pour faire un bilan (presque) final de ce qui a été décaissé en matière de financements précoces. Non seulement la majorité des financements n'étaient ni nouveaux ni additionnels, mais en plus les pays donateurs ont décidé seuls les règles de comptabilisation et quoi inclure dans leur bilan. Les Etats-Unis, par exemple, ont comptabilisé les projets de programmes de sécurité alimentaire dans leur volet adaptation, et ont compté également des crédits à l'export (qui en fait permettent de subventionner les entreprises américaines). Autre exemple, le Japon a comptabilisé des milliards de financements privés dans son engagement. ECO a beaucoup de mal à évaluer et comparer les bilans publiés par les pays.

ECO comprend mieux le sentiment de frustration des pays en développement et leur appel à plus de confiance (et de financements). Pour ce qui concerne les financements après 2012, il faut plus de clarté (MRV) sur ce qui se cache derrière les chiffres.

S'assurer que les 100 milliards de dollars fassent 100 milliards de dollars.

Heureusement, ECO voit une lumière d'espoir au bout de ce tunnel opaque. Il est possible de progresser sur deux questions à Doha. D'un côté, le LCA peut se mettre d'accord sur quels flux financiers comptabiliser légitimement en tant qu'appui à l'atténuation et l'adaptation dans les pays en développement. Cette discussion a été évitée avec soin depuis plusieurs années. La nouvelle ère des financements qui s'ouvre en 2013 ne doit compter que les financements additionnels aux efforts promis en matière d'aide publique au développement. Pour ne tenir compte que des contributions réelles des pays développés lorsqu'ils financent des prêts, il ne faut compter que la partie de dons de ce prêt. Et dans tous les cas, seulement la partie « climat » des projets.

Dans le cas des financements privés mobilisés grâce aux financements...

- suite p.2

DERNIER APPEL AVANT L'EMBARQUEMENT DU LCA

Aujourd'hui les Parties auront une dernière opportunité de s'atteler à question de la réduction des émissions du fret maritime et aérien ; émissions qui constituent déjà plus de 5% des émissions globales et qui augmentent plus vite que celles de n'importe quel autre secteur. Plus de 15 ans de négociations dans 3 différentes institutions des Nations Unies, la CCNUCC et les institutions sectorielles que sont l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) n'ont pas mené loin à ce jour. La question de la mise en place de mécanismes de marchés permettant d'inciter à réduire les émissions tout en générant des fonds pour l'atténuation et l'adaptation dans les pays en développement n'a notamment pas suffisamment avancé, il en est de même pour les mesures d'efficacité dans ces secteurs.

La principale pierre d'achoppement a été la difficulté à s'accorder sur la façon de réconcilier le principe de la CCNUCC des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, avec les pratiques de l'OMI et de l'OACI, basées sur des approches globales garantissant un traitement égal de tous les bateaux et avions, partout dans le monde. Le travail technique analysant les options possibles pour mettre en place un prix du carbone dans ces secteurs est bien avancé mais l'absence d'accord sur la façon...

- suite p.2



- Suite de l'article « Où se cache l'argent ? »
...publics, les pays ne doivent compter que ce qu'ils arrivent à démontrer. Si les négociateurs qui suivent les questions de MRV n'arrivent pas à se mettre d'accord sur cette définition à Doha, le Comité Permanent pourrait décider de ce qui peut compter ou non en matière de financements climat.

Mais la COP peut progresser ailleurs sur la transparence. Le SBSTA planche sur des formats de nomenclature communs (CTF) qui permettraient de rapporter les engagements financiers. Les nomenclatures permettraient déjà d'améliorer la transparence en attendant une définition claire des financements. Pour éviter de répéter le chaos créé par les financements précoces, ECO insiste que ces nomenclatures doivent renforcer la transparence pour reconstruire la confiance

et renforcer la traçabilité de façon à ce que les pays donateurs ET pays récipiendaires puissent suivre les flux financiers. A cette fin, les nomenclatures doivent inclure les listes de projets financés, leur additionnalité à l'engagement en matière d'aide publique au développement (0,7%), les montants spécifiquement climat et la part comptabilisée en tant que don dans les prêts, garanties et autres instruments. Par ailleurs, les financements privés ne doivent pas figurer dans ces nomenclatures.

Les pays en développement ont besoin de prévisibilité en matière de flux financiers dans les années à venir. Les financements précoces nous ont montré que promettre des gros volumes de financement ne suffit pas. En éliminant les exercices de triches comptables, c'est déjà une première étape de franchise pour accroître la transparence et concrétiser les financements.

- Suite de l'article « Dernier appel... »
...de réconcilier les différents principes à l'œuvre freine tout autre progrès.

Aujourd'hui le groupe de négociation informelle du LCA sur les approches sectorielles va étudier un texte sur ces enjeux, et une des options sur la table pourrait détenir la clef de cette impasse. Singapour a proposé un texte court et efficace qui offre une base pour l'orientation de l'OMI et l'OACI sur ces enjeux.

Les parties doivent tout simplement se mettre d'accord, ici au sein de la CCNUCC, sur le fait que les mesures de réduction des émissions de ces secteurs qui auront lieu sous l'égide de l'OMI et l'OACI doivent être mises en place via des approches globales basées sur les principes de ces institutions. Ceci en prenant en compte les principes de la CCNUCC, notamment celui des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, incluant potentiellement un signal sur la façon de faire – par exemple à travers l'utilisation des fonds levés.

Cela pourrait être une solution simple qui constituerait un grand pas en avant pour ces secteurs clefs.

Pensez-y !

Fossile du Jour

La première place est pour le Canada qui coupe son ambition plutôt que ses émissions. Scoop ! Ça vient juste de tomber, directement du ministre de l'environnement canadien : les pays en voie de développement doivent juste prendre une grande respiration et attendre l'accord global avant d'espérer quoi que ce soit de la part du Canada en ce qui concerne le Fonds Vert. S'adressant aux journalistes hier, le ministre de l'environnement canadien a expliqué qu'il clarifierait lors des rencontres de Doha que les pays en voie de développement ne doivent pas attendre davantage d'argent pour le financement en faveur du climat de la part du Canada, parce que, après tout, « *Doha n'est pas une conférence décisive* ». Merci beaucoup pour ces clarifications, cher Ministre ! Nous sommes convaincus que cette contribution va faire des merveilles pour soutenir votre incroyable crédibilité pendant ces négociations. Heureusement le ministre vient à Doha avec au moins un engagement : celui de faire augmenter la température mondiale largement au-delà des 2°C grâce à

l'exploitation des sables bitumineux.

> Pour info Canada, nous essayons de limiter les émissions et augmenter les financements pour le climat pas l'inverse...

La deuxième place est attribuée à la Nouvelle-Zélande, de nouveau,

parce que non seulement Wellington a délibérément

décidé de ne pas souscrire à un objectif pour la deuxième période du Protocole de Kyoto mais aujourd'hui la Nouvelle-Zélande a

proposé que l'accès aux

MDP soit ouvert à tout les pays indépendamment de leur soutien pour une deuxième période d'engagement. Pour dire les choses clairement, la Nouvelle Zélande a expliqué que, dans le cas contraire, le fonds d'adaptation n'aurait pas suffisamment de sous pour continuer à fonctionner. Allez les kiwis, oubliez les Hobbits et pensez à vos voisins !

Soyez sérieux... Si vous voulez votre part du gâteau carbone, commencez par vous mettre aux fourneaux !



Les Etats-Unis obtiennent la troisième place une fois encore pour rejeter de fortes mesures de réduction de gaz à effet de serre. Hier le président Obama a signé un traité mal avisé issu du Congrès, destiné à éviter que les compagnies aériennes US se conforment aux réglementations européennes, pour les vols vers et en dehors de l'Europe.

Si le Congrès n'aime pas l'approche européenne, nous espérons qu'il se rende compte que la seule alternative est un agrément multilatéral fort.

Nous enjoignons Obama à rejeter toute approche fondée sur le protectionnisme, et de prendre ce traité comme un feu vert pour poursuivre un accord multilatéral fort pour le secteur de l'aviation dans son ensemble, incluant la fixation d'un prix sur les émissions de carbone, et de montrer le chemin d'un traité sur le climat global et contraignant sous la houlette de la CCNUCC.

Sécurité alimentaire au Maghreb : les oasis, une solution face aux changements climatiques

Actuellement le Maghreb, vit une période charnière. Avec un secteur agricole handicapé par de fortes inégalités et un climat aride, les Etats ont de plus en plus de difficultés à couvrir les besoins de leurs populations. La sous-alimentation croît d'années en années, poussant les pays à augmenter leurs importations et ainsi s'endetter d'avantage et accentuer leur vulnérabilité face à la volatilité des prix. De plus, les prévisions sur le changement climatique annoncent de lourdes conséquences aussi bien pour la dégradation des ressources naturelles que pour la productivité agricole. Et ce n'est pas la seule difficulté que devra affronter cette région. En effet, le contexte sociodémographique va également évoluer et obliger l'agriculture maghrébine à s'adapter à ces mutations.

C'est dans ce contexte alarmant de la sécurité alimentaire au Maghreb, qu'apparaît la nécessité de se tourner vers d'autres modèles d'agriculture. Dans un Maghreb de plus en plus aride (plus de 75% du territoire), les oasis apparaissent comme étant un système d'agriculture résiliente et durable qui pourrait devenir un atout dans les années à venir pour la sécurité alimentaire en s'adaptant parfaitement aux contraintes spécifiques actuelles et futures de la région.

Les atouts des oasis pour la sécurité alimentaire du Maghreb :

- Des exploitations familiales (majoritaire dans les oasis) : modèle mis en avant par les organisations internationales dans leurs actions pour le développement rural et la lutte contre la pauvreté.
- Une capacité de résilience : elle vient principalement de son mode de fonctionnement basé sur la gestion de la rareté des ressources (depuis plus de 2 000 ans) et mode d'exploitation agricole.
- Une optimisation des surfaces arables : La culture oasisienne est une culture traditionnellement à étages (phoeniciculture, arboriculture, cultures maraichères ou fourragère et élevage)
- Un bassin d'emplois : Les activités connexes à la filière agricole ne sont que très peu développées, dans la plupart des cas, l'oasis est seulement productrice.

- Un atout nutritionnel : La biodiversité oasisienne permet à la population de bénéficier d'un régime alimentaire équilibré.

Connaissant la situation actuelle des oasis, on peut douter de leurs capacités à agir pour la sécurité alimentaire de la région. La fuite de la main d'œuvre, le morcellement des terres ou encore les problèmes liés au droit d'eau sont des facteurs qui affaiblissent la position de l'oasis. Ainsi, le RADDO (Réseau associatif de développement durable, se

mobilise pour la sauvegarde des oasis et la nécessité de mettre en parallèle deux grands domaines de politique publique :

- Une politique d'aide au développement des oasis et plus largement d'aides aux régions arides qui leur permettront d'asseoir leur position.
- Une politique alimentaire et agricole nationale, utilisant la spécificité oasisienne

Réseau RADDO
www.raddo.org

> *Sur ce sujet, assistez au side event du RADDO ce soir à 18h, au Pavillon Européen*



Cher Canada,

Te souviens-tu de l'année dernière ? Nous, oui.

ECO espérait que les bruits de couloirs étaient faux au sujet d'un retrait du Protocole de Kyoto, mais à la seconde où ton Ministre a quitté la ville de Durban, il a confirmé ton piteux abandon du seul traité légalement contraignant que nous avons. Le petit doigt d'ECO lui dit que cette histoire d'abandon de Kyoto a quelque chose à voir avec ces sables bitumineux que tu affectionnes tant, ces mêmes sables qui minent l'ensemble de tes objectifs climatiques.

ECO sait que tu es techniquement admis dans les discussions Kyoto, mais merci de ne pas toucher au micro. Lorsque tu as quitté le navire de la première période de Kyoto dans la dernière ligne droite, tu as détruit le peu de crédibilité qu'il te restait.

En principe, tu devrais rester en silence dans ton coin, comme le cancre de la classe à qui on apprend à se taire jusqu'à ce qu'il sache se comporter convenablement. Il y a des pays dans la salle qui essaient de trouver des solutions pour sortir de la crise climatique, alors merci de nous laisser tranquille.

Tu ne veux pas du Protocole de Kyoto ?

Rassure-toi, il ne veut pas de toi non plus.

LES ETATS-UNIS EN PILOTE AUTOMATIQUE

Le monde entier est aujourd'hui tourné vers les Etats-Unis, dans l'expectative de voir si l'administration Obama tout fraîchement réélue, éprouvera un regain d'intérêt pour la lutte contre le changement climatique et emportera le Congrès avec elle.

Cette semaine, Barack Obama a signé un projet de loi émanant du Congrès qui permettra aux compagnies aériennes américaines d'échapper aux réglementations européennes de réduction des émissions des vols intra et extra européens.

Ce projet de loi est un coup de matraque, puisqu'il empêche de transférer de nouvelles compétences à l'administration américaine qui lui permettraient d'avancer sur ce dossier. En réalité, si une décision avait été prise, elle aurait mené à une guerre commerciale, aurait induit un coût énorme pour les contribuables, ou un arrêt brutal des négociations pour aboutir à un accord mondial. L'UE a instauré ces réglementations après avoir redoublé d'efforts pour favoriser et mesurer les réductions des émissions dans le cadre

de l'OACI (l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale), l'organe des Nations unies consacré au secteur de l'aviation et ce après « 15 ans d'intransigeance et de double discours » comme le rappelait un observateur bien informé.



Mais la signature du projet de loi pourrait devenir de l'histoire ancienne, si les Etats-Unis se démenaient enfin pour obtenir un accord fort sous l'OACI afin de contrôler les émissions du secteur aérien. On observe quelques bons signaux. L'UE a accepté de suspendre sa législation pendant un an, s'ouvrant ainsi à des discussions plus

constructives. Tout en approuvant le projet de loi, la Maison Blanche se disait « intéressée à contrôler les émissions du secteur aérien dans le cadre de ... l'OACI. » Côté industrie, « la signature d'Obama est donc une preuve d'un engagement inébranlable dans la bonne direction, celle d'un accord sectoriel au niveau international ». Ce serait en effet une bonne nouvelle, étant donné qu'un accord sectoriel et mondial pour réduire les émissions du secteur aérien, possible grâce à l'instauration d'un prix sur le carbone émis par le secteur, est tout ce dont nous avons besoin aujourd'hui. Cette mesure pourrait en outre permettre de dégager des financements conséquents pour les pays en développement, tout en répondant aux impératifs d'équité et aux principes de la CCNUCC. Mais les Etats-Unis vont-ils annoncer leur soutien à cette proposition quand M. Stern arrivera ? Les Etats Unis vont-ils révéler leurs intentions à Doha et se démenent pour obtenir cet accord sous l'OACI l'an prochain ? ECO le souhaite.

Les Emirats nous impressionneraient presque !

Hier, les couloirs de la COP18 à Doha grésillaient suite à l'annonce des Emirats Arabes Unis (EAU) pendant la réunion de la Plate-Forme de Durban (ADP). L'Etat du Golfe annonçait les actions qu'il déploierait pour réduire le changement climatique. Les Emirats ont dévoilé leur intention d'ouvrir cette année une centrale solaire à concentration de 100 mégawatts, ainsi qu'une centrale photovoltaïque de 100 mégawatts.

C'est une bonne nouvelle compte tenu de l'appartenance des Emirats Arabes Unis à un groupe qui n'est pas un émetteur historique. Actuellement, le monde arabe est responsable d'une fraction du total des émissions mondiales et est toujours considéré comme un pays en développement.

Les Emirats ont déjà fait preuve de volontarisme dans le domaine des énergies renouvelables. Ces dernières années, le pays a fait montre d'efforts pour améliorer

ses infrastructures dans de nombreux domaines, y compris dans le secteur des énergies renouvelables.

Beaucoup d'exemples, notamment dans le domaine du solaire (notamment un programme d'intégration en toiture), mais aussi dans la production d'énergie éolienne adaptée aux conditions climatiques de la région. De nombreux projets de transport en commun, comme les métros de Dubaï ou d'Abu Dhabi sont dans les tubes.

ECO espère que cette dernière annonce à la COP18 présage de la suite. ECO reste prudent cependant, puisque les Emirats Arabes Unis ont également annoncé leur intention d'adopter l'énergie nucléaire et la capture et séquestration du carbone (CSC) afin d'atteindre ses objectifs de réduction. ECO ne tolère pas cette dernière annonce et encourage vivement les Emirats Arabes Unis à se détourner de ce chemin pour se concentrer plutôt sur leur gisement énergétique renouvelable très

prometteur.

Les Emirats Arabes Unis rendrait au monde et à eux-même un fier service en s'engageant volontairement pour réduire ses émissions et en déclarant ses actions de réductions existantes. Une telle attitude validerait la bonne posture des Emirats Arabes Unis et encouragerait d'autres pays à leur emboîter le pas, notamment pour que les pays en développement s'engagent de façon contraignante. Ce message a déjà été porté par le mouvement arabe des jeunes pour le climat (AYCM) et Greenpeace.

REMERCIEMENTS

Cet ECO a été réalisé avec l'aide financière du ministère français de l'écologie (MEDDE). Le contenu relève de la seule responsabilité de Réseau Action Climat et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ce partenaire. Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro : David Cochard, Meike Fink, Emilie Johann, Lorelei Limousin, Alix Mazounie et Marc Mossalgue.